

Intégrité, gouvernance et prévention des risques de corruption dans le secteur de l'éducation et de la formation

Rabat, 18 juin 2013

Laetitia Antonowicz
Consultante Education

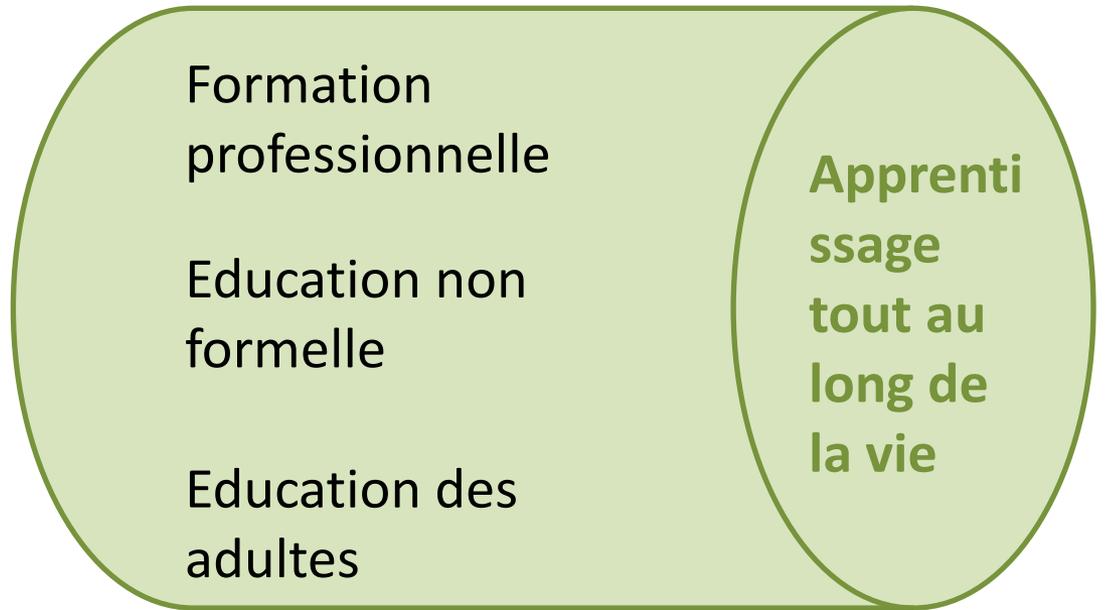
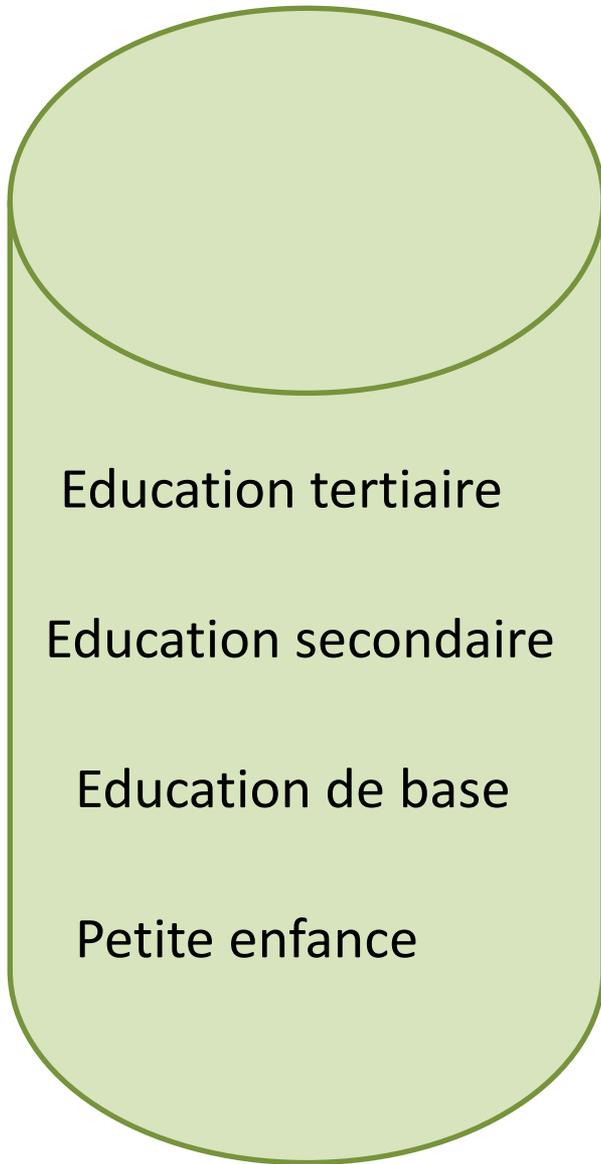
5 raisons de vouloir renforcer la gouvernance en éducation

- Freine l'accès, réduit la qualité et augmente les inégalités
 - 5 millions d'enfants non-scolarisés + 3.8 millions d'adolescents dans la région (UNESCO, 2012)
- Réduit l'efficacité et l'efficacité du système
- Freine la réalisation des OMD, de l'EPT, des droits
- Compromet le rôle de l'éducation dans la transmission des valeurs et des comportements ( thique, intégrité)
- Concerne tous les citoyens: enfants, parents, employeurs, usagers de services publics ou privés...

→ *impact négatif sur la société, l'économie, le d vt. humain*

Vulnérabilité du secteur à la corruption et aux comportements non-éthiques

- Part importante du budget de l'état
- Grandes contributions financières des bailleurs
 - 1/5 du total de l'aide allouée à l'éducation au Maroc
 - 270 M\$, incl. 61M\$ en éducation de base et 161 M\$ pour le post-secondaire
- Décentralisation/déconcentration du système et réforme éducative
- Taille des contrats en jeu (établissements, manuels, fournitures)
- Budgets restreints, bas salaires
- Faibles capacités
- Compétition accrue entre établissements scolaires et élèves - forte demande pour l'éducation
- Développement des formations transfrontalières (tertiaire)
- La collusion d'intérêts et des acteurs rendent la tâche difficile
- Démarcation difficile entre erreurs dues à l'ignorance ou à l'inattention, abus, comportements non éthiques, et pratiques sociales (cadeaux de remerciement etc)



Fuite, détournements
Allocations de bourses,
subventions
discrétionnaires

Construction;
Equipement,
fournitures,
matériel, manuels

Ecoles, transport, manuels,
logements, cantines, laboratoires:
transparence des critères,
passation des marchés, etc

Finance &
allocations
spécifiques

Nomination, recrutement,
salaires, gestion,
déploiement, formation

Personnel

Absentéisme, frais illicites,
discrimination, cours privés,
harcèlement

Accréditation
d'institutions

Etablissements petite
enfance, privés, post-
secondaires; instituts de
formation ENF/adultes...

Information

Examens, diplômes,
accès aux
établissements

Manipulations de données,
manque de transparence,
systèmes d'information
peu performants

Fuites, triche, fraudes,
ventes/achats

Leçons apprises

- Absence de données empiriques, manque d'analyses contextualisées et d'évaluations externes de l'efficacité de certaines interventions
- Peu d'initiatives documentées
 - Accent sur outils de diagnostic, sur les finances
 - Informations limitées sur les facteurs de réussite
- Les approches intégrées seules semblent avoir des résultats – de fait l'étude de diagnostic doit être large
 - Aspects spécifiques au secteur éducation
 - Aspects généraux (administration publique, efforts des Agences Nationales contre la corruption): gouvernance, transparence, reddition de comptes, participation de la société civile

Ex1: Pack d'intégrité pour les manuels scolaires (Argentine)

- Combinaison de stratégies:
 - Processus de sélection transparent des membres du Comité Consultatif (publication des profils, éditeurs pouvant commenter sur des possibles conflits d'intérêt)
 - Discussions ouvertes sur les critères du cahier des charges et des documents de la passation du marché
 - Pacte d'intégrité entre éditeurs et le MEN sur le processus de passation du marché

→ *Meilleure qualité des manuels*
- Facteurs favorables
 - Suivi par la société civile du marché et de la distribution
 - Risques connus et bien identifiés

Ex2: Recrutement du personnel universitaire - Suisse

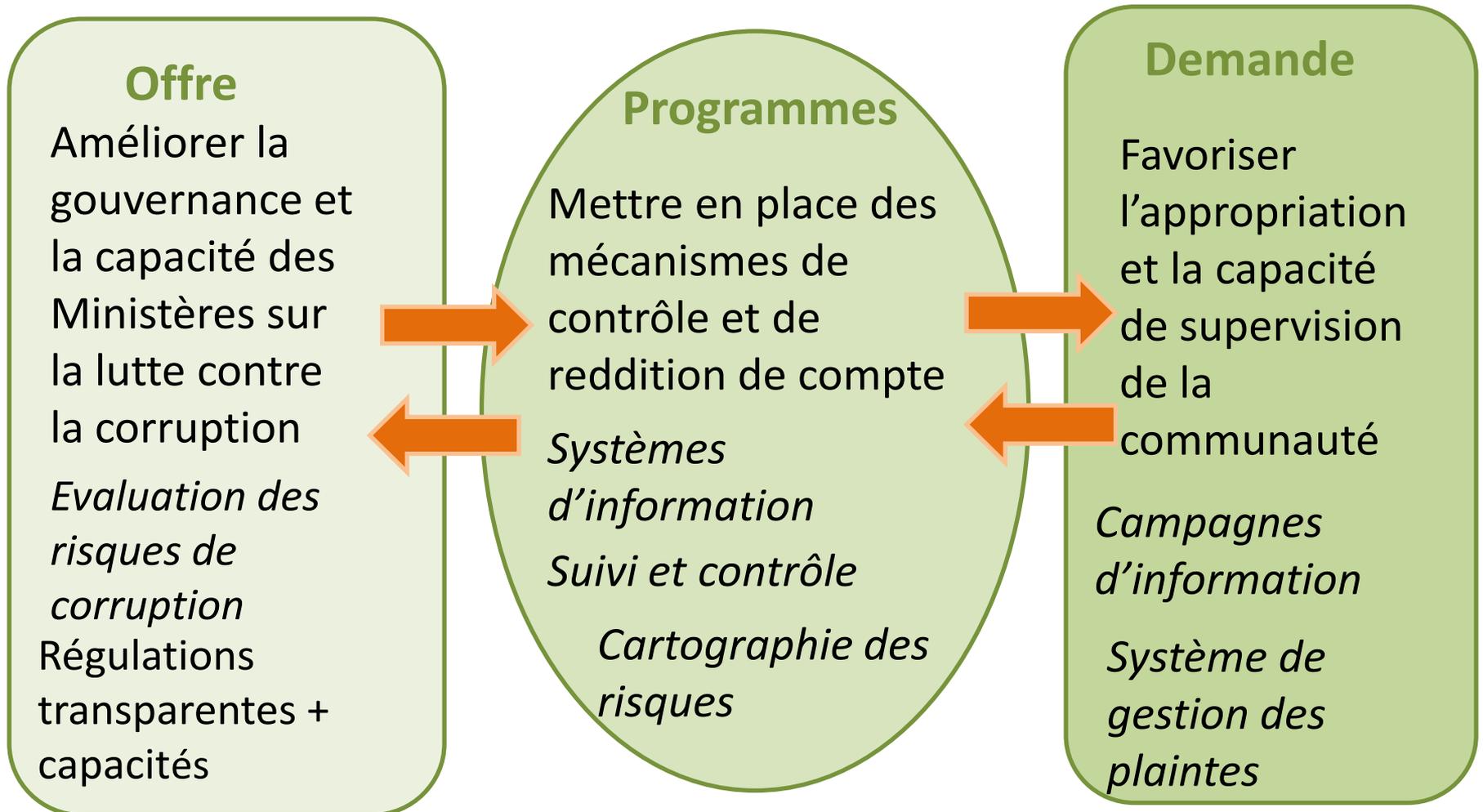
- Profil dessiné par un comité de 10 personnes
 - Au moins 2 femmes
 - Représentants d'autres universités (mutualisation/niches)
 - Professionnels de l'industrie concernée
- Diffusion du poste en externe via sites/journaux reconnus (nationaux et internationaux)
- Entretien:
 - Commission de nomination universitaire
 - Panel d'experts sectoriels externes
 - Commission consultative d'étudiants avancés
- Validation:
 - Proposition puis soumission au Conseil des professeurs qui peut remettre en cause la sélection proposée.

Rapports

Ex3: Subventions des écoles

- Réduire la falsification des données:
 - Collecte répétée du nombre d'élèves inscrits (Australie – 4 fois/an dont 1 fois en externe)
 - Audits (UK: par différentes entités/instances, réguliers et surprises - échantillonnage par tirage au sort)
 - Contrôle qualité (Brésil: comparaison de jeux de données sur plusieurs années)
- Utilisation de comptes de la trésorerie publique
- Etablissement d'un organe central indépendant pour le suivi et les enquêtes suivant des plaintes (Indonésie)
- Formation (règles et gestion financière) des directeurs, gestionnaires, COGES
- Information sur les budgets des écoles (dissémination et transparence – affichage, radio etc)
- Suivi citoyen (formation à l'analyse budgétaire, utilisation accrue des nouvelles technologies ex: Kosovo, Philippines)

Facteurs de réussite



Source: Banque mondiale, 2011

Feuille de route

- Implication des autorités publiques dans le processus d'enquête
- Volonté affirmée de donner suite aux résultats de l'enquête
- Choix des outils diagnostics (combinaison d'approche, ne pas se limiter aux enquêtes de perception)
- Renforcement de l'approche sectorielle – pas seulement l'école
- Cartographie des risques de corruption, et les faiblesses des systèmes d'information, de suivi et de contrôle
- Large diffusion des résultats de l'enquête
- Identification et ciblage des pratiques de corruption les plus coûteuses
- Recommandations opérationnelles